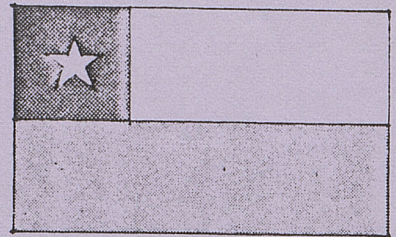


TELEX -



ASSOCIATION LOI DU
1er JUILLET 1901

1, rue MONTMARTRE
75001 PARIS

CHILE



PARIS, OCT · NOV · DEC 84

N°3



SOUTENONS LA RESISTANCE CHILIENNE !

4° P. 12270



OCTOBRE 1984 AU CHILI.

RESISTANCE-OPPOSITION.

7 OCTOBRE 84.

On compte 10 étudiants blessés à Santiago pour ce deuxième jour de protestation contre l'expulsion de 18 universitaires, qui se sont opposés au régime militaire, il y a eu 35 arrestations.

A Valparaíso, la police a dispersé les manifestants alors qu'ils se préparaient à défiler dans le centre ville. Il y a eu 15 arrestations.

6 OCTOBRE 84.

Le juge Toro a demandé aujourd'hui à Santiago l'arrestation des chefs de l'opposition chilienne, Gabriel Valdes, Mario Sharpe, Enrique Silva Cinna et Juan Claudio Reyes, de l'Alliance Démocratique; Manuel Almeyda, Fanny Pollarolo, du Mouvement Démocratique Populaire, de plus, Manuel Bustos et Jose Ruiz Di Giorgio du Commandement National des Travailleurs.

Le gouvernement a prétexté la loi sur la sécurité intérieure du pays.

10 OCTOBRE 84.

Trois inconnus fortement armés ont pris possession des installations de Radio Coopérative de Valparaíso. Leur plan, qui consistait à diffuser un discours anti-gouvernemental, a échoué, parce que l'une des employés ne s'est pas laissée intimider et a coupé le disjoncteur de distribution électrique de la station.

Les auteurs, qui étaient habillés de pantalons couleur vert olive, ont réussi à s'échapper dans une automobile.

10 OCTOBRE 84.

Les sept dirigeants de l'opposition emprisonnés le 8 octobre à Santiago, ont quitté aujourd'hui la prison, après que Pinochet ait annulé la sanction qu'il avait prise contre eux-ci.

La détermination de Pinochet a obéi au désir de "chercher une entente entre les divers secteurs du pays", mais "cela ne doit pas être pris pour de la faiblesse", a dit le communiqué officiel.

11 OCTOBRE 84.

Le Secrétaire Général du clandestin Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR), Andres Pascal Allende, a déclaré que l'obstacle à une issue démocratique au Chili est non seulement le général Pinochet, mais en plus le régime en lui-même qui cherche à se perpétuer.

Pascal Allende, âgé de 40 ans, sociologue, a déclaré à la revue de gauche "Análisis" que pour certains secteurs de l'opposition, "il n'est plus question de négocier avec le régime l'abdication de Pinochet. Il ne s'agit plus d'éliminer la Constitution mise en place par la dictature. En définitive, ces secteurs encouragent une alliance avec le régime."

Le dirigeant du MIR a précisé que l'Alliance Démocratique, de l'opposition, "manque tout à fait d'un projet viable", de plus, "l'Alliance Démocratique se retrouve plutôt immobilisée et secouée par le processus de polarisation, en conservant dans son sein ceux qui s'alignent sur l'idée de conservation du modèle capitaliste dépendant, avec un régime de restrictions démocratiques."

Pascal Allende, un des dirigeants politiques les plus recherchés par les agents au Chili, a été interviewé à Porto Alegre au Brésil.

16 OCTOBRE 84.

Le Parti Communiste Chilien (PCCH) a qualifié aujourd'hui d'"inacceptable" la prolongation du gouvernement de Pinochet jusqu'à 1989, même si son régime approuve l'élection d'un Parlement avant cette date.

Dans un document diffusé dans la clandestinité par son Comité Central, le PC a affirmé que le Pacte Constitutionnel encouragé par L'Alliance Démocratique, "doit offrir au pays une alternative sérieuse".

Le futur pacte est un engagement des partis composant l'Alliance (républicains et libéraux de droite, démocrates-chrétiens, radicaux, sociaudémocrates et un secteur des socialistes) à respecter la démocratie et les Droits de l'Homme, une fois l'actuel régime remplacé.

Le document du P.C.chilien soutient que le pouvoir exécutif comme le pouvoir législatif "doivent être élus d'une façon simultanée, pour qu'ils soient le reflet d'une majorité nationale cohérente".

"Tout cela ne sera possible qu'une fois obtenu le départ de Pinochet, la formation d'un gouvernement provisoire et la convocation à une Assemblée Constituante", précise le document.

Faisant référence aux termes mêmes du Pacte Constitutionnel le P.C.chilien a proposé que le futur régime démocratique du Chili "doit se caractériser, essentiellement, par le respect des Droits de l'Homme", et doit donner une grande importance aux conquêtes des travailleurs et à la pleine égalité des droits de la Femme.

Ils se sont prononcés pour un système politique de pluripartisme, pour le droit de vote de tous les Chiliens de plus de 18 ans et pour la fin de la doctrine militaire de la "sécurité nationale". Ils ont posé le problème de la nationalisation de la banque, d'une nouvelle réforme agraire et d'un nouveau modèle où coexisteraient la propriété privée et sociale, les coopératives et les entreprises autogestionnaires.

17 OCTOBRE 84.

Au moins 25 attentats à la dynamite ont fait suite au sabotage qui a privé d'électricité une grande partie du Chili, la nuit du mardi au mercredi, a déclaré aujourd'hui la police.

Les explosions ont endommagé trois banques et une usine à Santiago, la voie de chemin de fer du sud, le Service Agricole de l'état, et le siège de l'Institut Chilien Noraméricain de la Culture de Rancagua.

Les autres bombes ont explosé dans les rues de la banlieue de Santiago, de Valparaiso, Vina del Mar; Limache, Quilpué et Temuco.

Le journal "La Tercera", a déclaré qu'un appel téléphonique

reçu, a revendiqué le sabotage et les "explosions" au nom du Front Patriotique Manuel Rodriguez (FPMR). La voix anonyme du FPMR a déclaré que ces actions étaient une réponse aux récentes mesures de la dictature militaire qui ont provoqué un manque terrible d'aliments de base et de produits essentiels.

26 OCTOBRE '84.

Les cinq mineurs qui en sont à leur 29 ième jour de grève de la faim au siège de leur syndicat, à Rancagua, ont été chassés par les forces de police et envoyés à l'hôpital car ils souffraient de graves problèmes respiratoires et d'anémie généralisée.

De son côté, le Commandement National des Travailleurs (CNT) a déclaré que les mineurs sont entrés dans "une période critique" de leur jeûne prolongé.

SANTIAGO

Une explosion de très forte intensité a quasiment détruit la façade du siège de la Junte Militaire du gouvernement et a détruit six automobiles stationnées face à l'édifice, situé en plein centre de la capitale.

L'attentat a eu lieu à 1h30 du matin et n'a pas fait de victimes, mais quatre habitants des immeubles voisins ont été blessés par les éclats de verre des fenêtres détruites par la déflagration.

La bombe avait été placée dans un taxi abandonné à quelques mètres de l'entrée du siège qui compte 24 étages. L'explosion a cassé une grande partie des vitres de l'édifice, appelé Diego Portales, et des dommages identiques ont suivi dans les immeubles avoisinant, sur un rayon de 200 mètres. Les restes du "taxi-bombe" et des six voitures détruites, ont été projetés très loin, jusqu'à 500 mètres alentours.

Selon des spécialistes de la police, la charge détonante devait peser 35 kilos, et a été fabriquée avec du plastic.

Dans cet édifice plusieurs autres services officiels fonctionnent aussi, ainsi que quelques membres des Forces Armées y vivent.

L'attentat a été précédé par deux autres explosions dans des quartiers de Santiago; l'une d'elles a touché un pylône électrique et l'autre a entraîné des dégâts importants au siège de la compagnie de cuivre noraméricaine Anaconda, située dans l'élégant quartier de Providencia

SANTIAGO.

Des centaines d'habitants des quartiers pauvres de Santiago ont accompagné les funérailles de l'ouvrier Juan Antonio Aguirre, arrêté par la police, dont le cadavre mutilé a été reconnu par sa famille, après être porté disparu durant 50 jours.

Les obsèques, où l'on a pu entendre de nombreux slogans anti-dictatoriaux, ont été suivies par les forces de carabiniers. En passant devant une caserne de la CNI (police secrète du régime de Pinochet) des membres de la manifestation ont lancé des pierres, alors que de l'intérieur on a répondu par des coups de feu tirés en l'air.

Le cadavre de Juan Aguirre, âgé de 23 ans, est apparu décapité dans les eaux du fleuve Maipo, au sud de la capitale.

SANTIAGO.

Les partisans de la dictature militaire ont subi une écrasante défaite aux élections de la Fédération des Etudiants de l'Université du Chili .

Les candidats de l'opposition ont obtenu les deux tiers des votes et les postes de Président, Vice-Président et Secrétaire de l'organisation ont été réservés à un démocrate-chrétien, un communiste et un socialiste marxiste, respectivement.

Les élections concernaient 12.000 étudiants et elles étaient les premières depuis 11 ans, depuis le coup d'état militaire.

30 OCTOBRE '84.

SANTIAGO.

Aujourd'hui le Chili a été presque entièrement paralysé au commencement de la "grève nationale et populaire" contre la dictature militaire de Pinochet, a affirmé le dirigeant syndical Rodolfo Seguel.

La principale caractéristique de la journée a été l'absence très notoire dans la branche du transport urbain, la non assistance des étudiants dans les écoles, les lycées et l'altération des tâches dans les usines, selon le CNT.

Selon d'autres dirigeants syndicaux, le transport urbain a été paralysé à 95%, dans les universités l'absentéisme a été total et pour les usines on note une absence à 50 %.

"La paralysation a été un succès, et si l'on n'écoute pas le désir populaire en faveur de la récupération des droits démocratiques, de la liberté, et de la justice, on risque une rébellion généralisée", a déclaré Seguel.

Dans la capitale, les syndicats du textile, de la métallurgie, des ouvriers de la construction, des commerçants et du personnel des petites et moyennes industries se sont ralliés au mouvement, a précisé Manuel Bustos.

Selon des informations de CNT, il y a eu aussi des arrêts de travail dans les ports de Valparaiso et dans les mines de charbon de Aruco, au sud du pays, ainsi que dans le secteur forestier de Concepcion.

31 OCTOBRE '84.

Une très forte bombe a explosé aujourd'hui dans l'enceinte de l'exposition de la Foire Internationale de Santiago, FISA 84, alors que Pinochet parcourait ses installations.

L'explosion n'a pas fait de blessés, mais a détruit une bonne partie de la voie de chemin de fer qui passe à côté de la FISA.

Pinochet effectuait alors une visite des stands divers après avoir inauguré officiellement l'exposition.

A cette Foire Internationale industrielle et agricole de Santiago des exposants sont venus de tout le Chili et de 18 pays invités.

EGLISE.8 OCTOBRE '84.

Les murs d'une paroisse de Santiago ont été peints aujourd'hui de légendes contre l'Eglise Catholique, deux jours après qu'une forte bombe ait à moitié détruit un temple de Punta Arenas.

Les slogans écrits sur les murs de l'église disaient : "Eglise d'aujourd'hui égale communisme. Curés rouges."

28 OCTOBRE '84.

L'Eglise Catholique a dénoncé aujourd'hui les arrestations massives de modestes habitants des bidonvilles, effectuées dans divers quartiers de la capitale.

Le prêtre Peters, du quartier de La Legua, a déclaré que des membres des services de sécurité et des carabiniers ont arrêté "un nombre indéterminé de personnes de la commune de San Miguel", sans qu'on en connaisse le motif.

ECONOMIE.

Les investissements au Chili des capitaux étrangers ont atteint 2.200 millions de dollars entre 1973 et 1983, selon la Banque Centrale de la nation.

La plus grande partie de ce chiffre a été destinée aux entreprises liées aux mines, surtout le cuivre.

Ces capitaux sont en majorité nord-américains.

Une mission du Fond Monétaire International, FMI, a commencé aujourd'hui un nouvel examen de l'économie chilienne, selon les sources officielles.

Le résultat, que les experts donnent, en novembre, facilitera ou compliquera les discussions que le pays engagera plus tard pour renégocier le paiement de la dette extérieure et obtenir près de 1.000 millions de dollars de la Banque Mondiale.

REPRESSION-PINOCHET-DICTATURE.14 OCTOBRE '84.

SANTIAGO. Le Secrétaire Général du Gouvernement militaire, Marquez de la Plata, a nié aujourd'hui l'existence d'une nouvelle liste de 300 exilés autorisés à revenir dans leur pays.

De la Plata a dit que le gouvernement maintient sa position et sa politique qui considère les cas individuellement après réception d'une demande écrite de chaque intéressé.

Il y a quelques semaines, la Commission des Droits de l'Homme a informé que les Chiliens exilés sont au nombre de 158.000 actuellement, 4.942 d'entre eux ont l'interdiction formelle de revenir dans leur pays, considérés comme un danger pour la sécurité du gouvernement militaire.

17 OCTOBRE '84.

Des agents des carabiniers ont attaqué aujourd'hui avec des bombes lacrymogènes une procession de fidèles qui se dirigeait vers l'Eglise Lourdes pour prier en souvenir du jeune ouvrier assassiné, Juan Antonio Aguirre Ballesteros.

Près d'une centaine de fidèles, dirigés par le curé Hugo Trasburgo, portaient une croix et des banderolles réclamant la vie de ce jeune.

Des sources de l'Eglise ont indiqué que quelques pèlerins ont été blessés suites aux coups de matraques.

22 OCTOBRE '84.

Le Mouvement Démocratique Populaire, de gauche, a dénoncé aujourd'hui le fait que le gouvernement militaire ait recours aux tanques et aux hélicoptères pour affronter le peuple qui lutte pour une cause juste.

Le MDP a dénoncé "énergiquement la brutale répression de la dictature contre les habitants des bidonvilles, sans défense, qui ont du avoir recours à tous les moyens qu'ils avaient à leur portée pour faire face à une telle agression."

Les carabiniers ont délogé des dizaines de familles "sans maisons" qui s'étaient appropriées d'un terrain vague dans la banlieue de Santiago.

Durant cette action de la police, 40 personnes ont été arrêtées et les dirigeants de cette communauté ont déclaré avoir vu les ca-

rabiniers arriver sur les lieux avec des chars et des cars "tandis que les hélicoptères survolaient le terrain".

24 OCTOBRE '84.

La mort du dirigeant démocrate-chrétien M. Fernandez Lopez, certainement torturé par les agents du régime, n'a pas été due à des causes naturelles, comme l'indique un communiqué officiel, a dit le juge qui mène l'enquête.

Un communiqué de la CNI a déclaré que Fernandez souffrait de problèmes cardiaques et que durant son transport à l'hôpital il a eu une "forte baisse de tension", après l'interrogatoire qu'il avait subi, et est décédé une fois arrivé à l'hôpital...

Fernandez, membre de la Démocratie Chrétienne et dirigeant syndical des transports, avait été arrêté mercredi dernier par des agents de la CNI, à Ovalle, 400 km au nord de Santiago.

24 OCTOBRE '84.

Le cadavre de l'ouvrier Juan Antonio Aguirre, "arrêté et disparu" depuis 50 jours, a été reconnu aujourd'hui par sa famille à la morgue de Santiago.

Le jeune homme, de 23 ans, avait été détenu par la police le 4 septembre durant une journée de "Protesta Nacional" contre le régime militaire. Son cas avait ému les milieux de l'Eglise Catholique et de la Vicairerie de la Solidarité, et elles ont signalé leurs craintes que "le cas ne se répète au Chili des disparus-arrêtés".

Le cadavre de l'ouvrier a été retrouvé décapité dans les eaux du fleuve Maipo, au sud de la capitale.

29 OCTOBRE '84.

Pinochet a ordonné aujourd'hui la mise en assignation à résidence de 134 personnes arrêtées en fin de semaine, qui seront enfermées dans des villages côtiers isolés du nord du pays, à Pisagua.

Les assignés à résidence, entre lesquels figurent de nombreux dirigeants syndicaux de la capitale, ont été arrêtés par la police dans les quartiers ouvriers de la banlieue de Santiago, en conséquence de la "Proteta Nacional".

30 OCTOBRE '84.

. La radio "Voix de la Côte" d'Osorno, appartenant à l'Eglise Catholique, a été censurée aujourd'hui par le gouvernement militaire.

. De nouveau la dictature a envoyé en assignation à résidence 40 personnes dans le camp de Pisagua.

Elles avaient été arrêtées par la police, ce matin, dans les quartiers pauvres de la banlieue de Santiago, en prévision des manifestations et de la Grève Nationale contre le gouvernement.

. Le siège du Mouvement Démocratique Populaire, MDP, a été violé aujourd'hui par des inconnus fortement armés qui ont agi contre les dirigeants politiques et les journalistes qui se préparaient à organiser une conférence de presse.

Après avoir enfermé les dirigeants dans une pièce, avec les journalistes du pays et les journalistes étrangers, et avoir volé de la documentation et repeint les murs de slogans, les assaillants ont quitté le siège.

. Quatre journalistes qui participaient à une manifestation face aux Tribunaux de Justice, afin de protester contre la censure de la presse, ont été arrêtés et réprimés par la police à coups de bâtons et de jets d'eau .

RELATIONS INTERNATIONALES.

Les membres de l'équipe de rugby sudafricain, appartenant aux Forces Armées, n'auront aucun problème pour résider au Chili en vertu des bonnes relations existant entre les deux pays, a déclaré aujourd'hui la Chancellerie.

Les sportifs sudafricains ont été expulsés d'Argentine par le gouvernement d'Alfonsín et leur entrée en Uruguay a été refusée, comme une manière de boycotter les nations qui pratiquent des politiques d'apartheid et de racisme.

NOVEMBRE 1984 AU CHILI.1^o NOVEMBRE '84.RESULTATS DE LA "PROTESTA"-GREVE NATIONALE.

Le résultat des heures violentes qu'a vécu le Chili jusqu'à hier matin à l'aube, après la Journée de "Protesta nationale" et la Grève qu'avait encouragées l'opposition politique et syndicale contre le régime militaire de Pinochet, est de 9 morts, au moins, 70 blessés et 330 arrestations.

Quatre personnes sont mortes, dans la capitale, touchées par des balles, durant les incidents de mardi, qui se sont prolongés jusqu'à hier, malgré la surveillance policière due à l'état de siège et au milieu des barricades que les manifestants avaient levées dans les quartiers de la banlieue de Santiago.

Deux autres morts ont été enregistrées au cours des manifestations organisées aussi en province. Toutes deux atteintes par les balles de la police.

Parmi les blessés, quelques uns d'entre eux dans un état grave, on compte 16 policiers.

De plus, entre lundi et mardi, 65 attentats ont eu lieu et ont touché principalement des installations électriques et téléphoniques.

2 NOVEMBRE '84.ATTENTAT CONTRE UN CAR DE LA POLICE.

VALPARAISO. Un car appartenant au Corps des Carabiniers, qui transportait des troupes anti-émeutes, a été la cible d'un attentat à l'explosif dans le port de Valparaiso situé à 130 km au nord est de Santiago, et a provoqué la mort de 4 fonctionnaires de la police, blessant aussi 11 autres.

La bombe avait été placée sous la chaussée et son explosion a été télécommandée à distance, au moment où le bus passait à cet endroit de la route.

L'attaque a été attribuée à des organisations marxistes clandestines qui s'opposent à la dictature militaire.

3 NOVEMBRE '84.

NOUVELLES ASSIGNATIONS.

La dictature militaire chilienne a envoyé aujourd'hui 115 personnes dans un camp d'internement situé dans le désert du nord du Chili, déclarant qu'elles étaient des "délinquants" fichés qui agissaient dans certains quartiers de Santiago.

4 NOVEMBRE '84.

ATTAQUE CONTRE UNE CASERNE DE POLICE.

Un commando armé a attaqué cette nuit une caserne de la police située dans la banlieue sud de la capitale. L'action a eu lieu vers 21h00 locale.

Le commando inconnu a mitraillé l'édifice et ensuite a envoyé au moins trois charges de dynamite contre la façade, tuant ainsi deux carabiniers qui faisaient la garde.

Des témoins ont raconté que les attaquants étaient entre 8 et 10 hommes et que plusieurs d'entre eux occupaient une camionnette qui est passée très rapidement devant la caserne.

Les carabiniers ont répondu par des coups de feu, mais n'ont pas réussi à arrêter la fuite du commando.

5 NOVEMBRE '84.

CRISE MINISTERIELLE.

Le ministre de l'intérieur chilien Sergio Onofre Jarpa a donné sa démission aujourd'hui et a dit que celle-ci avait été précipitée par des critiques et des actions de l'Eglise Catholique.

La décision du chef du cabinet de Pinochet a entraîné une attitude de solidarité des autres membres secrétaires d'état, puisque tous ont remis leur démission.

Jarpa a fait allusion à la réunion de plusieurs prélats chiliens "et de dirigeants du communisme soviétique", qui se tenait à Rome la semaine dernière.

La démission de Jarpa n'a pas été une surprise pour les milieux de l'opposition qui voyaient s'opérer un "durcissement du régime" suites aux récentes déclarations de Pinochet: "Je n'accepterai jamais qu'on me change la Constitution", avait-il prévenu le 25 octobre.

5 NOVEMBRE 84.EXILES-RETOUR.

La majorité des 5.000 exilés chiliens "à qui le gouvernement interdit l'entrée à tout jamais dans leur pays est décidée à revenir par tous les moyens dont elle dispose afin de prendre part active à la lutte populaire", a annoncé aujourd'hui, au Mexique, Mireya Baltra, qui fut Ministre du Travail durant l'Unité Populaire.

Au cours d'une conférence de presse, Mireya Baltra a dit que cette action "de l'avant-garde de l'exil" commencera prochainement et elle a ajouté que "nous utiliserons l'air, la mer ou la terre afin d'obtenir le droit humain élémentaire de vivre dans notre patrie".

Elle a ajouté que le 11 septembre de cette année, le gouvernement chilien a publié dans un journal de Santiago, une liste de presque 5.000 personnes à qui on niait le retour dans leur pays, sur laquelle figurent même des enfants d'exilés qui sont nés à l'étranger...

6 NOVEMBRE '84.ETAT DE SIEGE-COUVRE FEU.

Le gouvernement militaire de Pinochet a instauré aujourd'hui l'état de siège sur tout le territoire chilien.

Après l'annonce officielle, les autorités militaires ont décrété le couvre-feu pour la capitale et Valparaiso, selon deux bulletins officiels diffusés par les chefs des casernes militaires.

Cette situation sera valable dans les deux villes, de minuit à 5h00 et elle interdit tous déplacements dans les rues, qui seront patrouillées en permanence par des militaires.

Pinochet n'a pas indiqué pour combien de temps il maintiendrait l'état de siège, qui autorise les autorités à restreindre les droits constitutionnels et les libertés publiques.

7 NOVEMBRE '84.ARRESTATIONS.

La police chilienne a arrêté aujourd'hui une vingtaine de personnes, opposants au régime, dans la capitale et Concepcion, 24 heures après l'implantation de l'état de siège.

A Santiago, des membres de la CNI ont pris possession de deux locaux du MDP ainsi que les bureaux du Blocue Socialiste, où ils ont arrêté 16 membres de cette organisation qui regroupe plusieurs partis, et dont les avocats ont présenté des demandes d'habeas corpus auprès de la Cour d'Appel.

Parmi les détenus figurent le dirigeant Jaime Cataldo Uribe et le directeur du journal "Fortin Mapocho", Jorge Pacheco.

Les membres de la CNI ont emmené de nombreux documents.

A Concepcion, 515 km au sud de Santiago, la police a réprimé une trentaine de jeunes démocrates-chrétiens qui participaient à une manifestation de rue et criaient des slogans contre la dictature de Pinochet. Durant les incidents, le dirigeant local de ce parti a été arrêté ainsi que le Président de la Fédération des Etudiants de l'Université de Bio-BIO.

MINEURS-GREVE DE LA FAIM.

Santiago- Les syndicats chiliens du cuivre sont entrés dans un état d'alerte, après que cinq mineurs aient passé le cap des 40 jours de grève de la faim, afin d'exiger leur réincorporation au travail puisqu'ils avaient été mis à la porte par les fonctionnaires de l'état.

"Nous sommes prêts à affronter la prison, l'exil, ou n'importe quelle autre situation pour sauver la vie de nos camarades", a dit le Président des Syndicats de la mine "El Teniente", Eugenio Lopez, faisant référence à cette grève prolongée.

Lopez a dit que la Confédération célébrera samedi prochain une réunion de vaste ampleur afin de considérer les actions de solidarité qu'ils adopteront. Il n'a pas écarté qu'une paralysation des grands centres miniers serait possible, ceux-ci constituant la principale ressource économique du pays.

8 NOVEMBRE '84.

LES ASSIGNATIONS CONTINUENT....

Concepcion. Huit opposants au gouvernement militaire ont été assignés à résidence dans cinq localités du nord du Chili, a-t-on appris de sources officielles.

Ces personnes formaient partie d'un groupe de 12 détenus par la police durant la journée de Protesta qui a eu lieu les 29 et 30 octobre.

Elles devront rester obligatoirement 90 jours dans les petits villages de cette région.

250 autres personnes se trouvent aussi dans cette même situation depuis la semaine dernière dans le camp de Pisagua, situé près du port d'Iquique.

9 NOVEMBRE '84.

CHATIMENT AUX "SUBVERSIFS".

Santiago. L'état de siège, en vigueur au Chili, accélèrera le châtiment des personnes impliquées dans de futures actions "subversives", selon le Ministre de la Défense, l'amiral Patricio Carvajal.

"Les terroristes ne pourront pas s'effacer derrière la loi civile ni derrière la lenteur du système bureaucratique de l'administration des procès, et ils seront punis rapidement selon leur faute ou leur délit", a-t-il déclaré.

11 NOVEMBRE '84.

CENSURE DE LA PRESSE.

Pinochet et son gouvernement militaire, après avoir repris le pouvoir absolu dans le pays, en implantant l'état de siège et le couvre-feu, s'est attaqué à la presse.

La dictature a publié une loi qui interdit indéfiniment la parution de 6 revues d'opposition au régime, en même temps qu'elle impose une censure préalable et systématique aux autres moyens d'information du Chili. Ils ont été prévenus qu'ils devront désormais éliminer toutes les informations politiques.

Les revues touchées sont : "Cauce", "Análisis", "Apsi", "La Bicicleta", "Pluma y Pincel", et le journal "Fortin Mapocho".

Le reste de la presse écrite et audio-visuelle doit s'abstenir de commentaires, d'informations, de photo ou d'images relatifs aux "actions terroristes".

14 NOVEMBRE '84.ATTENTATS A L'EXPLOSIF.

Une série de 16 attentats à la dynamite ont eu lieu à Santiago et dans six autres villes du Chili, faisant trois blessés et d'importants dégâts, selon les carabiniers.

Une bombe a explosé au pied d'un pylone électrique dans la ville de Rancagua. Une autre explosion a détruit l'édifice du journal local "el Rancaguino", ainsi qu'un tribunal.

A Valparaiso et Viña del Mar on a enregistré quatre déflagrations qui ont touché les lignes de chemin de fer, les cables électriques et téléphoniques. A Concepcion, les cibles des attentats ont été deux super-marchés et les caves d'une station de téléphone. Une usine électrique et un magasin de pièces détachées de matériel électrique ont aussi été endommagés.

A Santiago, les sabotages ont touché deux banques, une voiture et un local d'une organisation féminine dirigée par la femme de Pinochet.

15 NOVEMBRE '84.REPRESSION.

Les forces militaires, la police et les agents de la "sécurité" ont abandonné après 13 heures d'encerclement et de pression, le quartier ouvrier de la Victoria, où 2.000 personnes ont été arrêtées et enfermées dans un stade de football.

L'opération, avec des vols d'hélicoptère, au ras du sol, des militaires, avec une coupure générale de l'électricité de la zone qui compte 40.000 habitants, a consisté en un encerclement de la population par de forts contingents militaires et par hauts-parleurs ils ont exigé que les hommes sortent de leur maison avec leur pièce d'identité à la main.

Plusieurs milliers d'hommes de plus de 15 ans ont été arrêtés, pour la majorité il s'agit de podestes ouvriers et de chômeurs, ils ont été transportés, sous très haute surveillance, dans le stade San Eugenio, près de ce quartier de La Victoria.

Ce ratissage s'est effectué de la même façon que celui opéré samedi dernier au campement ouvrier "Cardenal Raul Silva Henriquez" où les hommes avaient été contraints de sortir de chez eux et où 323 d'entre eux avaient été arrêtés, 46 d'ailleurs ont depuis disparus selon l'église catholique.

16 NOVEMBRE '84.

ELECTIONS U.C.

Santiago. Le maire de Santiago, Général Roberto Guillard, a interdit l'élection qui prévoyait de renouveler la direction des étudiants de l'Université Catholique de la capitale.

L'ordre a été donné sous l'état de siège. Au cours des trois dernières élections universitaires ce sont les candidats soutenus par les partis opposés au régime militaire qui avaient triomphé.

17 NOVEMBRE '84.

POSSIBLE CONDAMNATIONS A MORT.

Santiago. Au total 12 personnes pourraient être condamnées à mort au cours de procès opérés par des tribunaux militaires.

Deux des inculpés l'ont été après première instance devant la cour martiale. Les autres sont condamnés pour des attaques à des succursales de banques et des attentats à la "flamme de la liberté".

OEA-CRITIQUE DE LA DICTATURE DE PINOCHET.

Santiago. Le régime militaire chilien a été vivement critiqué à Brasilia durant la réunion de l'Organisation des Etats Américains, OEA, par la Commission des Droits de l'Homme, qui a accusé le gouvernement de Pinochet d'avoir installé la torture contre les dissidents politiques.

Le document affirme que les violations des Droits de l'Homme perpétuées au Chili ont provoqué une escalade de la violence dans le pays et il donne des détails sur des cas de personnes blessées par la torture et la repression policière au cours des manifestations anti-gouvernementales entre octobre 1983 et juin 1984.

Le représentant du Chili à l'OEA, Mario Calderon, a protesté contre la publication d'un tel document, sans que l'on ait consulté son gouvernement...

18 NOVEMBRE '84.EGLISE-LETTRE.

Santiago. Des applaudissements et de brefs slogans ont été entendus dans les églises de Santiago quand on a lu la lettre de l'Archevêque de la capitale, Francisco Fresno, qui appelle tous les catholiques à une journée de jeûne et de prières pour vendredi prochain, apportant une réponse de l'église à la triste situation qu'affronte le pays soumis à l'état de siège imposé par la dictature.

19 NOVEMBRE '84.CHILI.ETATS-UNIS.

Santiago. La position du gouvernement des Etats-Unis à l'égard de la situation politique du Chili est la même à celle que soutient le secrétaire d'état George Shultz, a déclaré aujourd'hui l'ambassadeur des USA à Santiago, James Theberge.

Récemment, Shultz avait déclaré "être très déçu" par l'attitude du gouvernement chilien, qui avait implanté de nouveau l'état de siège le 6 novembre dernier.

De son côté, le porte-parole du Département d'Etat, John Hughes, a affirmé que son gouvernement était très préoccupé par la situation qu'il vit le Chili, et "nous sommes en train d'examiner très attentivement de quelle manière les récents événements survenus au Chili peuvent affecter les intérêts nord-américains", avait-il rappelé.

20 NOVEMBRE '84.OBSERVATEUR DE L'ONU.

Santiago. Trois organisations opposées au régime de Pinochet ont réclamé aujourd'hui la présence d'un observateur des Nations Unies afin de constater les violations des Droits de l'Homme au Chili.

Le document est signé par la Commission Nationale des Droits de la Jeunesse, le Comité pour le Retour des Exilés et le Comité des Familles des personnes assignées à résidence.

Les violations des Droits de l'Homme ont été condamnées récemment par un document de l'OEA, mais Pinochet a rejeté totalement les charges et les méthodes. Lundi, le ministre des relations extérieures, Jaime del Valle, a dit qu'il ne permettrait pas l'entrée dans

le pays d'un observateur de l'OEA envoyé pour certifier les accusations portées contre le gouvernement.

24-NOVEMBRE '84.

JOURNEE DE JEUNE.

Santiago. Des milliers de catholiques chiliens ont rempli les églises hier soir, en réponse à l'appel de l'archevêque de Santiago qui avait demandé une journée de jeûne et une prière massive contre la violence politique et pour l'annulation de l'état de siège dans le pays.

Cette journée a été qualifiée par l'église comme "un succès total" et s'est transformée en la première manifestation massive contre le régime de Pinochet, depuis l'implantation de l'état de siège.

Le jeûne et les messes avaient lieu d'une façon pacifique, comme l'avait demandé l'église. A la sortie des églises beaucoup de participants ont frappé dans leurs mains en chantant "il va tomber, il va tomber", faisant référence au gouvernement militaire de Pinochet.

Aucun incident n'a été enregistré.

Les dirigeants de l'Alliance Démocratique et du Bloc Socialiste se sont rendus à la messe centrale.

Les dirigeants du syndicat d'opposition, le Commandement National des Travailleurs (CNT), s'y sont également rendus.

26 NOVEMBRE '84.

JEUNE FILLE IMMOLEE.

Santiago. Dans la ville de Lota, près de Concepcion (500 km au sud de Santiago), une jeune fille s'est immolée en plein milieu de la place publique de la ville, et est morte ensuite des suites des blessures provoquées par le feu.

Avant son sacrifice elle avait écrit une lettre adressée au prêtre français Bernard Doudier, avec qui elle travaillait, pour lui dire qu'elle avait été enlevée, frappée et violée par des militaires armés qui avaient réussi à lui arracher un faux témoignage où elle compromettait le prêtre. La jeune fille de 24 ans s'appelle Marcia Diaz.

Installé depuis 15 ans au Chili, le père Doudier dirige un centre pour la jeunesse dans la paroisse de LOTA.

Les carabiniers ont dit que la jeune fille souffrait de troubles mentaux qui l'ont poussée à se suicider....

27 NOVEMBRE '84.

ATTENTAT PRES DE LA MONEDA.

Santiago. Au moins douze bombes ont explosé dans divers endroits de la capitale chilienne durant la nuit dernière en vue de la prochaine "Protesta" organisée par l'opposition chilienne.

Une des bombes de forte puissance a explosé à quelques mètres de la Moneda, palais présidentiel, et elle a détruit des dizaines de vitres des édifices voisins. Une autre bombe a explosé à 200 mètres de la résidence de Pinochet, dans un quartier "chic" de Santiago.

Les deux avaient été placées dans des automobiles stationnées près des édifices et elles n'ont fait aucune victime.

28 NOVEMBRE '84.

12° PROTESTA.

Santiago. La douzième "protesta" qui s'est déroulée hier et aujourd'hui se passe comme à l'habitude : manifestations dans divers lieux de la capitale, concerts de caceroles vides, barricades durant la nuit dans les quartiers pauvres, absentéisme dans les écoles... mais cette fois cette "protesta" se distingue des autres car c'est la première organisée sous l'état de siège.

Elle a été appelée par Le Commandement National des Travailleurs (CNT), l'Alliance Démocratique (AD), et le Mouvement Démocratique Populaire (MDP).

Déjà depuis quelques jours on pouvait sentir la tension monter. De plus, 472 personnes ont été interpellées après le couvre-feu lundi, et six personnes ont été blessées par balles alors qu'elles voyageaient dans un camion dont le conducteur s'est arrêté devant une patrouille armée.

CORRESPONDANTS ETRANGERS EXPULSES.

Santiago. Le gouvernement militaire a décidé aujourd'hui l'expulsion du correspondant anglais de l'agence UPI, Anthony Boadle, car "il diffusait à l'étranger une information où il était question de la mort de deux civiles et d'un soldat", "ce qui est faux", selon un communiqué officiel.

Boadle, qui était secrétaire Général de l'Association des Correspondants étrangers et qui vivait au Chili depuis un an et demi

a été transporté par quatre détectives du siège de l'UPI jusqu' à l'enceinte de la police internationale de Santiago, selon des témoins.

Le journaliste a été embarqué dans un avion de la compagnie LAN CHILE, qui a décollé cette nuit à destination de New-York.

La décision gouvernementale a provoqué un profond impact dans les milieux journalistiques étrangers, ces membres réaliseront une réunion pour prendre des mesures et se mettre d'accord pour une réponse à donner à la dictature, contre de tels agissements.

30 NOVEMBRE '84.

ETATS-UNIS-CHILI.

Santiago. Aujourd'hui a commencé une journée de "visite officielle" du sous-secrétaire adjoint des EE.UU. pour les Affaires américaines, James Michael, et ce pays a insisté de nouveau sur sa préoccupation et son intérêt pour le rétablissement de la Démocratie au Chili.

Michael s'est entretenu avec le Chancelier Sergio Covarrubias et compte rencontrer le ministre de l'intérieure et chef politique du cabinet, Onofre Jarpa, il voudrait aussi rencontrer des membres de l'église catholique et des membres de l'opposition, Alliance Démocratique et d'autres organisations de l'opposition chilienne.

DECEMBRE 1984 AU CHILI.1 DECEMBRE '84.MINEURS-AMBASSADE.

Santiago. -Cinq mineurs ont poursuivi une grève de la faim au sein de l'ambassade de Hollande à Santiago, et en abandonnant ce lieu, ils ont déclaré avoir "été trompés et subi des pressions".

Le groupe de grévistes était composé des mineurs Juan Gasca, José Barahona, Pedro Rodriguez, Juan Soto et Marcelino Carrasco.

"Nous nous sommes trompés d'ambassade, car ses membres nous ont donnés aux forces de sécurité", nous sommes rentrés demander l'hospitalité et non l'asile politique", a dit Gasca.

Les mineurs exigent leur réincorporation au sein de la mine de cuivre "El Teniente" d'où ils ont été renvoyés alors qu'ils faisaient grève il y a un an et demi.

5 DECEMBRE '84.PRETRE FRANCAIS ASSASSINE.

Le juge chargé d'enquêter sur l'assassinat du prêtre français André Jarlan, tué par balles le 4 septembre dernier, a indiqué que le meurtrier du prêtre pourrait être un policier.

Le juge, qui agit avec les pleins pouvoirs, sur demande de l'archevêque de Santiago, a déclaré "prisonnier" et a mis en accusation le carabinier Leonel Ovea Quilodran, comme auteur présumé des tirs qui ont provoqué la mort d'André Jarlan.

En confirmant sa sanction aux journalistes, le magistrat a dit que le policier serait jugé pour ce délit, qualifié presque "d'homicide", car son intention n'était pas de tuer le prêtre, mais "il a commis une imprudence téméraire en faisant feu".

Mais des habitants du quartier et le prêtre Pierre Dubois ont affirmé que les carabiniers ont ouvert le feu en direction de l'enceinte où se trouvait le prêtre Jarlan.

6 DECEMBRE '84.

M.D.P CONVOQUE POUR UN MANIFESTATION.

Santiago.-Le Mouvement Démocratique Populaire, M.D.P, de gauche, a appelé aujourd'hui à une journée de protestation pour le 12 décembre prochain "tout le peuple de Santiago", afin "d'affaiblir encore plus "le gouvernement militaire.

"Le M.D.P appelle à développer de nouvelles initiatives avec le peuple tout entier et avec tout ce dont il dispose, dans les divers quartiers, secteurs et communes de la région Métropolitaine puisque la crise sociale, économique, politique et morale qui ébranle le pays est plus que suffisante pour unir et coordonner les actions de lutte pour la Liberté". Cette organisation regroupe le Parti Communiste Chilien, le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire, MIR, et d'autres secteurs de la gauche Marxiste-léniniste.

7 DECEMBRE '84.

ASILE-SUEDE.

Santiago.-Le gouvernement militaire a indiqué que trois personnes qui appartiendraient à des mouvements 'subversifs' de gauche, se trouvent actuellement au sein de l'ambassade de Suède à Santiago, et non dans l'ambassade de Hollande, comme on l'avait d'abord cru.

Le ministre secrétaire général du gouvernement, Francisco Cuadra, a précisé que le groupe était recherché par la police car il est impliqué dans un attentat contre une caserne de police, enregistré le 4 novembre dernier. La version officielle n'a pas donné les noms des membres du groupe.

8 DECEMBRE '84.

JARPA ET LE TERRORISME.

Santiago.- Le ministre de l'Intérieure chilien, Sergio Onofre Jarpa, a déclaré aujourd'hui que le gouvernement du général Pinochet continuera d'appliquer toutes les mesures que recouvre l'état de siège, afin d'assurer l'ordre et la tranquillité du pays, dans le but de faire face au terrorisme. "On prend toujours de nouvelles mesures mais on ne les annonce pas. On les prend, c'est tout!" a-t-il dit.

Le secrétaire d'état a manifesté qu'une femme est prisonnière blessée gravement et "je crois qu'elle a des antécédents subversifs"

Il a ajouté que l'opération "ratissage" opérée dans un bidonville

en vue de la "Protesta" avait pour seul but d'arrêter les éléments "anti-sociaux" et de découvrir des armes cachées et des explosifs.

II DECEMBRE '84.

ATTENTAT CONTRE LA BOURSE DU COMMERCE.

Une forte explosion a secoué la bourse, aujourd'hui, dans le centre de Santiago.

L'engin explosif avait été placé dans la salle principale, où ont lieu les transactions journalières, a indiqué le Président de l'Institution, Eugenio Blanco.

La bombe a provoqué d'importants dégâts et un nombre indéterminé de blessés.

13 DECEMBRE '84.

MUTINERIE A LA PRISON PUBLIQUE.

SANTIAGO. Un combat de deux heures entre policiers et prisonniers s'est déroulé aujourd'hui à la prison publique de Santiago, faisant 29 blessés et de nombreux dégâts matériels.

Selon un communiqué officiel de la Direction Générale des Carabiniers, les policiers blessés sont au nombre de 15 et le reste correspond aux détenus qui ont organisé des barricades et ont lancé des cocktails momotov contre leurs gardiens.

On ne connaît pas encore le motif exact de cette mutinerie, mais les autorités ont tenu à préciser qu'aucun détenu n'avait réussi à s'échapper; la prison compte 800 prisonniers.

JOURNEE DE PROTESTATION.

Santiago-Malgré un fort déploiement des forces de police, les secteurs de l'opposition ont organisé hier une nouvelle journée de "Protesta" contre la dictature militaire.

La censure imposée à la presse, et la seule diffusion de communiqués officiels est destinée à maintenir la population dans une totale désinformation au sujet des actions anti-gouvernementales réalisées hier; cependant, on a pu apprendre que des dizaines de personnes s'étaient rassemblées sur la Place d'Italie, en plein centre de la capitale, et qu'elles avaient déployé des banderolles où on pouvait lire des textes faisant référence au retour des exilés, à la fin de la répression et à la censure de la presse.

.../...

Les manifestants se sont dispersés à l'arrivée des cars de police et de l'armée qui a pratiqué des contrôles sur la population.

En même temps, des milliers de petits papiers ont été lancés depuis le haut des immeubles voisins, en plein centre de Santiago, où l'on pouvait lire la demande de la fin de la dictature, de l'état de siège et le retour à la démocratie.

De cette façon, les groupes d'opposition répondaient à l'appel du M.D.P qui demandait d'organiser des actions dans chaque secteur, dans chaque commune et quartier afin de surprendre le gouvernement.

Pendant ce temps, on a enregistré diverses actions contre le régime jusqu'à tard dans la nuit, plusieurs milliers de bougies ont été allumées dans les maisons, en souvenir et en hommage aux disparus et aux morts ainsi qu'en solidarité avec les prisonniers, victimes de la répression.

De son côté, le gouvernement a donné plusieurs informations sur deux explosions survenues dans les dernières heures de la journée. Il a aussi indiqué qu'une jeune femme était morte par l'explosion d'une bombe qu'elle transportait dans son sac à dos alors qu'elle allait à vélo. -selon la version du régime....

14 DECEMBRE '84.

RETOUR-DECLARATIONS DE LA CUT.

Buenos-aires, Argentine. -Le Président de la Centrale Unique des Travailleurs, CUT, et de son comité pour l'extérieure, Mario Navarro, a confirmé que des groupes d'exilés chiliens se préparent pour un retour dans leur pays, malgré l'implantation de l'état de siège.

Durant les dernières semaines plusieurs contingents de Chiliens ont essayé de revenir à Santiago mais leur entrée dans le pays leur a été interdite, à tel point que certains d'entre eux n'ont même pas pu descendre de l'avion.

Navarro a indiqué que c'est le moment précis pour essayer de rentrer dans le pays, et "nous nous ajouterons à la lutte contre la dictature que développe notre peuple".

De son côté le Secrétaire général du Comité Extérieur de la CUT a dénoncé l'interdiction faite à 5000 Chiliens de rentrer dans leur pays par la dictature militaire.

Vargas a souligné que la détermination de revenir était irréversible, à n'importe quel prix, "dans le but de renforcer la lutte populaire contre le régime". Le dirigeant syndical a demandé l'abdication immédiate de Pinochet et la création d'un gouvernement

provisoire, l'élection d'une Assemblée constituante, ainsi qu'un changement total de politique économique.

Vargas a dit aussi que les crimes et les tortures commis par la junte au pouvoir devront être punis d'une manière exemplaire par une administration populaire, qui devra naître des luttes que le peuple chilien développera.

15 DECEMBRE '84.

ECONOMIE...

Santiago-.L'économie chilienne est stationnaire depuis trois ans consécutifs et les perspectives de récupération sont incertaines de par une très profonde crise économique des cinq dernières années.

Loin de ce qu'espéraient les autorités en fin d'année, le produit interne se maintiendra stationnaire, après avoir accumulé une baisse de 15 % entre 1982 et 1983 ; l'excédent des échanges commerciaux n'atteindra que le tiers prévu (près de 300 millions de dollars) le chômage est de 15,3 % et l'inflation s'approche des 25 %.

Avec une dette extérieure de 20.000 millions de dollars, le Chili a obtenu un prolongement de six mois, jusqu'en juin prochain, et a retardé le paiement de 500 millions de dollars. Mais même s'il obtient une renégociation à plus long terme, c'est en 1985 qu'il devra couvrir les intérêts de 2.200 millions de dollars, ce qui équivaut au tiers des exportations.

Si la Banque Mondiale n'accorde pas de nouveaux prêts, le déficit de la balance des paiements, qui jusqu'en novembre était de 74 millions de dollars, s'élèvera à 1.000 millions en 1985. Si cela arrive, le Chili devra réduire encore plus ces importations et appliquer de nouvelles dévaluations de sa monnaie, alors que les salaires eux restent congelés depuis août 1981.

16 DECEMBRE '84.

RADIO DU M.I.R .

Santiago' Les forces de sécurité de Pinochet ont découvert la Radio clandestine "Radio de Libération Nationale" du MIR et elles ont saisi les installations à Santiago, a-t-on annoncé officiellement.

Après avoir repéré la radio, qui transmettait pour les régions de la capitale et la Cinquième région (Valparaiso et Vina del Mar) les agents de sécurité ont tué par balles au cours d'un affront-

tement un militant du MIR.

Il était sorti du Chili en tant qu'exilé politique mais il était rentré clandestinement en 1980, selon le ministre Cuadra.

Selon la version officielle, sur les lieux, les forces de sécurité ont trouvé deux mitraillettes tchécoslovaques, 40 cartouches de dynamite et un abondant matériel pour la fabrication de bombes.

"La Radio est intervenue de nombreuses fois sur les diverses chaînes de télévision et radio, spécialement les jours de Protesta" a déclaré Cuadra.

17 DECEMBRE '84.

DIALOGUE-A.D ET MILITAIRES.

Santiago- L'Alliance Démocratique (AD) a proposé aux Forces Armées un dialogue qui permette une " issue démocratique et pacifique" pour le pays, avec l'installation d'un gouvernement provisoire , avant mars 1986.

Dans une lettre adressée aux commandants en chef des armées, aux membres de la junte et au directeur des carabiniers, les partis de l'Alliance Démocratique posent le problème "d'un dialogue franc, ouvert et constructif entre les civiles et les militaires". Le message a été remis vendredi dernier aux quatre membres de la junte de gouvernement, dont Pinochet, qui y tient le rôle de commandant en chef de l'armée.

En proposant la recherche d'un accord, les membres de cette opposition ont signalé quatre points de base qui seraient : 1) la pleine instauration d'un régime démocratique, pas après mars 1986 2) le retour des libertés et la fin de l'état de siège; 3) l'élection d'un parlement au suffrage universel et 4) l'installation d'un gouvernement "de transition pour affronter l'urgence de la situation et diriger la marche à la démocratie".

18 DECEMBRE '84.

CHILI-ANALYSE.

Santiago- Des milieux spécialisés ont estimé aujourd'hui que le Chili vit un entrecroisement et une polarisation de ses forces politiques et sociales, qui fin 1984 semblent encore plus dures et irréconciliables, malgré des solutions militaires imposées par Pinochet et l'opposition démocratique qui insiste pour le dialogue.

Maintenant, avec cette "solution militaire" en vigueur depuis

le 6 novembre, qui implique l'Etat de Siège et le Couvre-Feu pour Santiago et les autres grandes villes, Pinochet s'imagine avoir réussi une neutralisation des Journées de Protesta et avoir tourné les évènements, en changeant la direction du pays et en freinant les luttes de l'opposition. "Il n'y aura pas de changement dans le cabinet des ministres cette année, il n'y aura pas non plus de changements politiques en 1985", a-t-il assuré lundi dernier.

D'un autre côté, le Secrétaire Général du Mouvement Démocratique Populaire (MDP) a déclaré que "le président ne regarde que les apparences et n'observe pas les tendances qui se manifestent au sein de la société. La crise s'approfondit, le peuple continuera de lutter et continuera de développer ses organisations et sa force, il a même su se recomposer avec une très grande rapidité."

Le dirigeant communiste, de sa clandestinité, a annoncé que "dans l'idée d'un plan de lutte de toute l'opposition, celle d'appeler le pays à une grève nationale prolongée le mois d'avril prochain fait son chemin et prend force de jours en jours".

Cependant, la stratégie du MDP, s'oppose à la position chaque fois plus conciliatrice de l'Alliance Démocratique, centriste, qui a cessé d'insister sur l'abdication de Pinochet et a concentré sa stratégie politique dans une proposition de dialogue avec l'ensemble des forces armées.

19 DECEMBRE '84.

JOURNALISTE ENLEVE.

Santiago- Le sous directeur du journal gouvernemental "La Nacion" a été sequestré cette nuit par un commando alors qu'il revenait chez lui.

Les inconnus l'ont monté dans une voiture, ainsi que sa famille, et se sont dirigés vers le sud de la ville, délivrant plus tard l'épouse et la fille.

Le clandestin Front Patriotique Manuel Rodriguez (FPMR), a revendiqué la séquestration du sous directeur de "La Nacion" et a demandé la sortie du pays de trois militants de gauche qui se trouvent réfugiés depuis 20 jours à l'Ambassade de Suède à Santiago.

26 DECEMBRE '84.

COUPURE D'ELECTRICITE.

Santiago- Une coupure d'électricité a plongé Santiago dans le noir durant une demie heure ainsi que le port de Valparaiso et Vina del Mar.

21 DECEMBRE '84.CHILI-GUERILLA.

Santiago- La guérilla urbaine est une réalité au Chili depuis onze mois , a signalé aujourd'hui le commandant en chef de l'armée de terre , José Torobio Merino.

"Il y a une guérilla urbaine de fait, qui n'apparaît pas au grand jour dans les rues, mais qui surgit à certains moments", a dit Merino.

Ses déclarations ont été diffusées après une série d'attentats à la dynamite, alors que le FPMR garde en otage le sous directeur de la "Nacion" depuis 60 heures. Le haut fonctionnaire de l'armée a déclaré que les recherches continuent dans la plus stricte discrétion afin de retrouver le journaliste, alors que le FPMR, dans un message déposé dans un local du centre de Santiago, a demandé la diffusion de la proclamation de leur premier anniversaire.

L'actuelle résurgence de l'insurrection urbaine au Chili, n'a de précédent qu'un foyer de guérilla rurale, organisée par le MIR, qui a été demantelé par l'armée en septembre 1981 dans la région de montagnes et de forêts de Neltume, 900 km au sud de Santiago, où sont morts sept guérilleros au cours des opérations de ratissage de l'armée.

23 DECEMBRE '84.DISPARUS.

San José-Costa Rica.-Un groupe d'universitaires de Costa Rica a exigé l'"apparition en vie et la liberté" de trois professeurs de l'Université d'Antofagasta, arrêtés par des membres de la police chilienne.

Les Costaricains, dirigés par l'ex-président Rodrigo Carazo et par les recteurs de trois centres d'éducation supérieure, dénoncent que le 20 novembre et le 1 décembre, les professeurs de mathématique Ada Cam, Manuel Alarcon, Douglas Fuenteseca "ont été arrêtés et portés disparus". De plus, ils ont exprimé leur condamnation de "la répression déchainée dont fait preuve la dictature de Pinochet contre les étudiants, les professeurs, et les fonctionnaires universitaires du pays frère", ils ont aussi exigé "la libération de tous les prisonniers disparus victimes de la dictature militaire chilienne" et "la liberté de tous ceux qui se trouvent actuellement prisonniers dans les camps de concentration du régime".

25 DECEMBRE '84.

DES PRETRES ARRETES.

Santiago- Deux prêtres, deux religieux et un travailleur ont été arrêtés par des agents de la sécurité, accusés de distribuer des tracts contre la torture, près de deux églises, a-t-on appris de sources juridiques.

Dans une demande d'Habeas Corpus, présentée à la Cour de Justice de Santiago en faveur des détenus, les avocats de la Vicairerie de la Solidarité ont déclaré que les religieux ne faisaient que distribuer des cartes de Noël. Celles-ci disaient : "Pour Noël sans les Hérodes et un nouvel an sans tortionnaires, non à la torture".

Les détenus ont été identifiés comme étant les prêtres Lian Hollaban et Denis 'o' Mara Folan. En plus des deux soeurs, Mariana del Carmen Diaz et Maria Ines Urrutia et de l'ouvrier Juan Carlos Guerra. Tous les détenus font partie du groupe Anti Torture "Sebastian Acevedo", nom qui rappelle celui d'un travailleur qui s'était immolé cette année, alors que ses enfants étaient aux mains de la Centrale Nationale d'Investigation (CNI : police secrète de Pinochet).

26 DECEMBRE '84.

REFUGIES DANS L'AMBASSADE DE SUEDE.

Santiago- L'Ambassade de Suède à Santiago s'est refusée à remettre aux autorités chiliennes les trois personnes qui se sont réfugiées au sein du siège diplomatique depuis maintenant 20 jours, a-t-on appris aujourd'hui.

"L'Ambassade suédoise n'est pas disposée à donner les réfugiés et elle ne veut pas non plus les laisser se faire interroger", a-dit le Chancelier chilien Jaime del Valle.

Les trois militants de gauche Patricia Perez, Arturo Tapia et Ramon Echeverria ont été accusés par la dictature d'avoir participé à l'attaque d'une caserne de police le 4 novembre dernier, où sont morts deux agents.

ENLEVEMENT-PRECISIONS.

Santiago- Le gouvernement militaire a nié avoir cédé devant l'organisation de gauche qui avait enlevé pendant 7 jours le sous-directeur de la "Nacion".

De son côté, le clandestin Front Patriotique Manuel Rodriguez (FPMR) auteur de l'enlèvement, a affirmé qu'il avait libéré le journaliste parce que "le régime s'est vu obligé de diffuser notre

action dans les premières pages des principaux journaux du pays, ce qui a signifié "casser la censure et le silence de la presse".

Le journaliste, de son côté, a indiqué que le facteur déterminant de sa libération avait été la pétition publique de l'Archevêque de Santiago, Francisco Fresno, qu'il avait adressée aux auteurs de l'enlèvement afin qu'ils mettent un terme à leur action au nom des fêtes de Noël.

30 DECEMBRE '84.

ATTAQUE-MORT.

Santiago- Un présumé "extrémiste" est mort et un policier a été gravement blessé alors qu'il essayait d'arrêter six inconnus qui s'enfuyaient après avoir attaqué un poste de distribution d'essence.

Le ministre secrétaire général du gouvernement, Francisco Cuadra, a indiqué que la victime mortelle faisait partie d'une "cellule terroriste", "non professionnelle mais assez perfectionnée" qui agissait dans la commune de Pudahuel.

Le militant assassiné était Reinaldo Diaz Munoz. Après cette action trois personnes ont été arrêtées et mises à la disposition de la police...

Elles sont accusées d'appartenir à une cellule du MIR.

31 DECEMBRE '84.

PINOCHET-BEAGLE-BILAN.

Santiago- Pinochet a dit aujourd'hui que le traité de paix et d'amitié "qui est en train de terminé au mieux" avec l'Argentine, a été le fait le plus remarquable de cette année.

"Avec un acte aussi important nous sommes en train de surpasser la longue incertitude d'un conflit absurde, qui aurait pu avoir des conséquences dramatiques pour les deux pays", a-t-il dit faisant référence à l'accord signé le 20 novembre à Rome par les Chanceliers Dante Caputo et Jaime del Valle.

Pinochet a déclaré que sur la situation interne, "l'irresponsabilité de quelques secteurs politiques aura été certainement le fait le plus négatif de cette année. "

"Le Chili a enregistré une croissance supérieure au reste des autres pays de la région, fait qui a été reconnu par tous les grands organismes internationaux". Parmi ses désirs pour 1985, il a terminé par dire que c'était de "voir se consolider cette unité à laquelle nous aspirons tous"...